

https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=F05116392DFD9DC152CA2B10D1328EEC.tpdila09v_3?idSectionTA=LEGISCTA000033437635&cidTexte=LEGITEXT000006070721

Code civil

- Livre Ier : Des personnes
 - Titre II : Des actes de l'état civil
 - Chapitre II : Des actes de naissance.

Section 2 bis : De la modification de la mention du sexe à l'état civil

Article 61-5 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 56](#)

Toute personne majeure ou mineure émancipée qui démontre par une réunion suffisante de faits que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue peut en obtenir la modification.

Les principaux de ces faits, dont la preuve peut être rapportée par tous moyens, peuvent être :

1° Qu'elle se présente publiquement comme appartenant au sexe revendiqué ;

2° Qu'elle est connue sous le sexe revendiqué de son entourage familial, amical ou professionnel ;

3° Qu'elle a obtenu le changement de son prénom afin qu'il corresponde au sexe revendiqué ;

Article 61-6 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 56](#)

La demande est présentée devant le tribunal de grande instance.

Le demandeur fait état de son consentement libre et éclairé à la modification de la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil et produit tous éléments de preuve au soutien de sa demande.

Le fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut motiver le refus de faire droit à la demande.

Le tribunal constate que le demandeur satisfait aux conditions fixées à l'article 61-5 et ordonne la modification de la mention relative au sexe ainsi que, le cas échéant, des prénoms, dans les actes de l'état civil.

Article 61-7 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 56](#)

Mention de la décision de modification du sexe et, le cas échéant, des prénoms est portée en marge de l'acte de naissance de l'intéressé, à la requête du procureur de la République, dans

les quinze jours suivant la date à laquelle cette décision est passée en force de chose jugée.

Par dérogation à l'article 61-4, les modifications de prénoms corrélatives à une décision de modification de sexe ne sont portées en marge des actes de l'état civil des conjoints et enfants qu'avec le consentement des intéressés ou de leurs représentants légaux.

Les articles 100 et 101 sont applicables aux modifications de sexe.

Article 61-8 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 56](#)

La modification de la mention du sexe dans les actes de l'état civil est sans effet sur les obligations contractées à l'égard de tiers ni sur les filiations établies avant cette modification.